



Philippe de Villiers : “Le nouveau monde est en train de mourir du coronavirus”



Par **Bastien Lejeune**

Publié le 18/03/2020 à 16:35



Depuis son Aventin vendéen, où il se trouve confiné comme le reste du pays, Philippe de Villiers analyse pour *Valeurs actuelles* la signification profonde de la crise du coronavirus. Pour le fondateur du Puy du Fou, cette épreuve sonne le glas du mythe de la “mondialisation heureuse” et du nouveau monde, et le retour du “carré magique de la survie”, frontière-souveraineté-localisme-famille.

Lors de la campagne des élections européennes de 1994, vous évoquiez avec Jimmy Goldsmith la nécessité de la “démondialisation” et critiquiez le libre-échange mondial. L’actualité, avec la pandémie du coronavirus, vous donne-t-elle raison ?

Hélas ! Je me souviens que dans nos réunions publiques, Jimmy et moi avions cette formule qui faisait rire les salles : « *Quand toutes les barrières sanitaires seront tombées et qu'il y aura une grippe à New Delhi, elle arrivera dans le Berry* ». C’était un rire d’incrédulité : « *ils exagèrent...* » En fait, Jimmy avait tout vu, tout dit, tout écrit dans son livre « *Le Piège* », écrit en 1993, non seulement sur le plan sanitaire mais aussi sur le plan de l’économie et de la sécurité. Je racontais tous les soirs, devant nos assemblées de curieux, la même histoire métaphorique sur la « *jurisprudence du Titanic* » : « *Le Titanic a coulé à cause d'une seule lame de glace qui a percé la coque. Parce que la carène du navire n'avait prévu qu'un caisson seulement.* Lorsque nous avons créé le Vendée-Globe, nous avons imposé sept compartiments étanches dans la coque de chaque bateau. Si l’un des sept se remplit d’eau, il en reste six... Les compartiments étanches empêchent le bateau de couler. Eh bien, chers amis, la jurisprudence du Titanic, c'est que les nations sont les compartiments étanches de la mondialisation. »

La réaction des élites et des médias était la même : « *On ne peut pas s’opposer à la mondialisation. Elle est dans le sens de l’histoire.* »

Quelle est la signification profonde de l’épreuve que nous traversons ?

Le confinement obligatoire sonne le glas de la fameuse « *mondialisation heureuse* ». La défaite intellectuelle des mondialistes est à la mesure du drame du coronavirus. Il signale, pour ceux qui ont un peu de lucidité, la fin du « *Nouveau Monde* » et le retour en force de « *l’Ancien Monde* ». Après la chute du mur de Berlin, on nous a expliqué que nous allions entrer dans un *nouveau monde* qui viendrait inaugurer une nouvelle ère, post-moderne, post-nationale, post-morale, une ère de paix définitive. Ce *nouveau monde* serait deux fois novateur : d’abord il nous débarrasserait des souverainetés et des États, puisqu’il serait ahistorique et apolitique. Ce serait la fin définitive des guerres, de l’histoire, des idées, des religions et

l'avènement du marché comme seul régulateur des pulsions humaines et tensions du monde. Les citoyens allaient se muer en consommateurs sur un marché planétaire de masse. Excitant, non ? Et puis – deuxième novation – le *nouveau monde* organiserait enfin le primat ricardien de l'économie sur la politique, portant ainsi l'idée pacifique d'une réallocation des ressources au niveau du « Village Global » et d'un monde d'ouverture multiculturel. On pensait que les grandes organisations supranationales suffiraient à la supervision de ce *nouveau monde* où tiendraient dans la *Main invisible* du libéralisme les bonheurs et prospérités. À partir de ce moment-là, le vocabulaire changea : on ne parlait plus de gouvernement mais de *gouvernance*, de loi mais de *régulation*, de frontière mais *d'espace*, de peuple mais de *société civile*.



L'idéologie mondialiste est en train de mourir du coronavirus. En effet, quand revient le malheur, quand rôde la guerre - par exemple à la frontière gréco-turque - ou la mort - avec la pandémie -, les zombies des organisations internationales n'ont plus rien à dire - et d'ailleurs on ne les consulte plus.

Aujourd'hui, nous comprenons que cette vision idéologique est en train de mourir du coronavirus. En effet, quand revient le malheur, quand rôde la guerre - par exemple à la frontière gréco-turque - ou la mort - avec la pandémie -, les zombies des organisations internationales n'ont plus rien à dire - et d'ailleurs on ne les consulte plus. C'est le grand retour au carré magique de la survie.



Quand on décide de confiner un pays, la 'République de la PMA' ne confie pas les enfants des écoles aux fonds de pension mais aux pépés et mémés

Le premier point du carré, c'est la *frontière*, c'est à dire la protection, ce pour quoi les États ont été inventés. Le deuxième, c'est la *souveraineté*, c'est à dire la liberté des peuples pour prendre des décisions rapides et ajustées. Le troisième coin du carré, c'est le *local*, donc le contrôle au plus proche des intérêts vitaux. Le quatrième point, c'est la *famille*, puisque, quand on décide de confiner un pays, la « République de la PMA » ne confie pas les enfants des écoles aux fonds de pension mais aux pépés et mémés.

Rapidement après le début de la crise sanitaire, on s'est rendu compte que la France n'était pas souveraine dans de nombreux domaines, notamment la production de médicaments. Emmanuel Macron a dit : « *Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie au fond, à d'autres, est une folie* ». Est-ce le retour en grâce de la notion de souveraineté ?

Oui, absolument. Quel chemin de Damas ! Qu'est-ce donc que la souveraineté ? C'est la compétence de la compétence. On est souverain ou on ne l'est pas. On ne peut pas l'être à moitié. Une femme n'est pas à moitié enceinte. Quand De Gaulle a adhéré au traité de Rome, il a eu une expression significative : la France s'engageait à adhérer à une « *Europe de la coopération* », à la condition expresse que la nouvelle institution ménage les souverainetés, pour préserver les « *intérêts vitaux des nations* ». Il citait à titre d'exemples, comme *intérêts vitaux*, l'autonomie du nucléaire français, l'énergie, l'agriculture, ou encore notre culture et notre art de vivre.

Depuis les traités de Maastricht, Amsterdam et Marrakech, nous avons aliéné notre souveraineté. Comme je le disais à l'instant, la souveraineté se

définit par le primat du politique. L'aliéner, c'est permettre à l'économie de s'organiser comme elle l'entend. Cette dernière va toujours là où vont ses intérêts. Nous avons donc connu un capitalisme débridé qui a choisi dans un premier temps l'aliénation américaine et désormais l'aliénation chinoise. Les gens qui ont prôné cette idéologie de la soi-disant division internationale du travail savaient ce qu'ils faisaient. Ils ont laissé derrière eux une France en pièces détachées, un pays qui n'a plus d'industrie qui vend ses plateformes aéroportuaires, et qui a favorisé une agriculture dégradée en un processus agrochimique suicidaire, un pays qui fait fabriquer les pièces de rechange des chars Leclerc en Chine, et lui confie le soin de produire pour elle ses médicaments.



La mondialisation, dont l'Europe n'a jamais été qu'un cheval de Troie, a favorisé quatre crises mortelles. La crise sanitaire, la crise migratoire, la crise financière larvée et la crise économique.

Nous disions en 1994, avec Jimmy Goldsmith : « *La mondialisation est un système de spoliation dans lequel ce sont les pauvres des pays riches qui subventionnent les riches des pays pauvres* ». Et nous ajoutions : « *Dans un premier temps, tout ira bien. Les entreprises iront fabriquer là où c'est le moins cher, et iront vendre là où il y a du pouvoir d'achat. Mais viendra le moment où le piège se refermera* ». Nous y sommes. La mondialisation, dont l'Europe n'a jamais été qu'un cheval de Troie, a favorisé quatre crises mortelles. La crise sanitaire ; mais aussi la crise migratoire avec une immigration non plus de travail mais de peuplement qui installe sur notre sol le face à face de deux civilisations. Songeons que c'est à Erdogan, contre un pourboire de six milliards d'euros, que l'Europe a confié le soin de garder sa frontière. C'est donc à lui d'ouvrir quand il veut, les écluses. Il est le patron. Il n'y a pas de protectorat heureux, il n'y a que des dhimmis. Et puis il y a la crise à venir,

la crise financière larvée, puisque nous évoluons tous sans le savoir dans une bulle de savon qui grossit de jour en jour, dont les volutes virtuelles s'enfarent les unes les autres, déconnectée de l'économie réelle ; et enfin la crise économique, la paupérisation des gilets jaunes par la délocalisation systématique qui a substitué aux circuits courts et à la production locale cette folie anti-écologique du circuit long et de la recherche discrète de l'exploitation du plus pauvre parmi les plus pauvres du monde. On est sur le point de redécouvrir l'idée désuète du petit jardin ouvrier comme soupape de sécurité à la grande surface, approvisionnée à 60 % de ses produits, par les producteurs lointains et sans aucun scrupule écologique.



Il est extraordinaire d'observer, avec le coronavirus, l'évolution du langage. On nous parle dans un langage vulgaire qui rappelle la fille de Molière allant à la selle, de « faire nation », on nous parle du confinement des départements qu'on voulait supprimer il y a encore quelques semaines, on nous parle des préfets, on nous parle de l'État

On a perdu le sens des hiérarchies distinctives, et notamment de la différence entre l'économie et la politique. L'économie sert des intérêts quand la politique n'est pas autre chose que la protection des citoyens. Elle doit rester au-dessus. Elle est première. C'est le bouclier régalién. Il est extraordinaire d'observer, avec le coronavirus, l'évolution du langage. On nous parle dans un langage vulgaire qui rappelle la fille de Molière allant à la selle, de « faire nation », on nous parle du confinement des départements qu'on voulait supprimer il y a encore quelques semaines, on nous parle des préfets, on nous parle de l'État. Le coronavirus a fait déjà deux morts de

grand renom : Schengen et les critères de Maastricht. J'avais dit en 2015, dans mon livre *Le moment est venu de dire ce que j'ai vu* (Albin Michel), que le mur de Maastricht tomberait un jour ou l'autre. Il vient de tomber. Il a chopé le virus.



Le coronavirus a fait déjà deux morts de grand renom : Schengen et les critères de Maastricht. J'avais dit en 2015 que le mur de Maastricht tomberait un jour ou l'autre. Il vient de tomber. Il a chopé le virus

La souveraineté revient en grâce, et par conséquent les souverainistes se multiplient...

Oui. On entend Bruno Le Maire parler de « souverainisme économique ». Une merveille ! Il y aura bientôt deux variétés de souverainistes : les souverainistes de souche et les souverainistes d'opportunité. Il faudra que les premiers ouvrent les bras aux seconds, sans gestes barrière. C'est nous qui avons inventé, en 1999 avec Charles Pasqua, le mot « souverainisme ». Je l'ai prononcé pour la première fois publiquement en 2004 devant l'Académie des sciences morales et politiques. Je me souviens qu'à l'époque, le mot était repris par nos adversaires comme si on avait attrapé la vérole. Aujourd'hui, les catéchumènes du souverainisme se font tonsurer, les yeux mi-clos, dans un silence cathédral qui appelle à la génuflexion oblique du dévot pressé. Il faut dire que le réel s'impose à chacun. Par exemple, la France est le seul pays au monde qui aura jusqu'au bout refusé de rétablir ses frontières, au nom du refus de ce qu'Emmanuel Macron vient d'appeler le « *repli nationaliste* ». Aujourd'hui, tous les pays européens, y compris l'Allemagne, ont rétabli leurs contrôles aux frontières. Seule la France se préoccupe de sauver le « soldat Schengen ». C'est dire la puissance de l'idéologie, quand on préfère les morts du coronavirus à la vérité protectrice. Les belles âmes du « Nouveau Monde » à l'agonie préfèrent

encore avoir tort avec le coronavirus que raison avec les souverainistes. Quoi qu'il arrive, il ne s'agit pas, selon eux, de sauver les malades, il faut sauver l'idéologie. Mais le Réel, qui est impitoyable quand il tient à pleine main la faux du trépas, vient contrarier leurs certitudes et inoculer le doute dans leurs syllogismes mortifères.

Vous l'avez dit : la France est l'un des derniers pays à avoir refusé de fermer ses frontières. Comment expliquez-vous la persistance de ce tabou quand le monde entier adoptait cette solution de bon sens ?

Le « Nouveau Monde » continue à désigner la frontière comme le mal absolu, mais on a bien été obligés d'inventer ce qu'on appelle les gestes-barrière. Or, qu'est-ce qu'un geste-barrière ? Une frontière entre individus. Et puis on invente les “clusters”. Qu'est-ce qu'un “cluster” ? Une frontière. Et puis on invente le confinement. Le confinement du Haut-Rhin, le confinement du Morbihan. Qu'est-ce que le confinement du Haut-Rhin ? Le confinement d'un département. Tiens tiens ! Les frontières départementales sont le bien, les frontières nationales sont le mal. C'est une curiosité épidémiologique pour les chercheurs d'après-demain.

Et voilà qu'on propose désormais un confinement total du pays. Mais en réalité, comme on garde les frontières ouvertes, on cherche à gérer le stock sans gérer le flux. On veut faire la chasse au coronavirus chez nous, dans un pays confiné, mais dans un pays qui n'est pas protégé du flux extérieur, principal bouillon de culture – avec le métro.

Macron dit aussi : « *Nous devons (...) construire plus encore que nous ne le faisons déjà une France, une Europe souveraine, une France et une Europe qui tiennent fermement leur destin en main.* » La crise du coronavirus n'a-t-elle pas montré les limites de la solution européenne ?

Tous les esprits sensés, soit pour s'en féliciter, soit pour le regretter, constatent que dans cette crise, depuis le début, les institutions de Bruxelles sont passées sous le tapis et que ce sont les États qui reprennent à leur compte tous les leviers permettant d'endiguer le virus. En d'autres termes,

quand on connaît un grand malheur comme cette pandémie, que notre société est entre la vie et la mort, individuelle ou collective, le réflexe des peuples n'est plus aux vocalises « sauver la planète », le « Vivre ensemble » des embrassades par-dessus « les ponts qui remplacent les murs », c'est de se tourner vers les États, et le réflexe des États n'est pas de s'adresser à Bruxelles, l'OCDE, l'ONU ou l'OMC, c'est de protéger les nations et les peuples. CQFD. « *Ce qu'une nation ne fait pas pour elle-même, personne ne le fera jamais à sa place* », disait Charles Pasqua.

La première réaction de nombreux Français à l'annonce du confinement fut de rentrer chez eux et de se rassembler en famille. Là encore, ce réflexe n'est pas vraiment dans l'ADN du « Nouveau Monde » ...

Il n'y a plus de ministère de la Famille. On nous a expliqué, avec la PMA, que la famille de « l'Ancien Monde » était désormais désuète, anachronique, qu'elle relevait d'un patriarcat inégalitaire et moralement castrateur. L'idée d'un père, d'une mère, d'un grand-père et d'une grand-mère, apparaissait comme surannée. Or, à la suite de la fermeture des classes, le message du président de la République, réaffirmé par les ministres (y compris monsieur Castaner), c'est le grand retour à la famille. C'est-à-dire que quand on est dans l'urgence affective et la détresse, qu'on veut protéger un peuple, ce n'est plus la commission de Bruxelles mais l'État qui prend les choses en main, et ce n'est plus la PMA ou la GPA qui est à l'ordre du jour mais la famille traditionnelle.

En d'autres termes, le premier échelon d'entraide, de solidarité et d'assistance, aux dires mêmes de l'État, c'est la famille et la filiation fondée sur le principe que les aînés aident à sauver les enfants. Et que les plus jeunes déploient auprès des anciens leur sollicitude protectrice. C'est l'idée de la génération et du Temps long qui triomphe. Tout à coup, on découvre que la première sécurité sociale dans cette société qui a fabriqué une espèce hybride de *solidaires-solitaires* et fait naître des fils d'éprouvette, c'est la famille au sens de l'ordre naturel. Comme pour la frontière, comme pour la souveraineté, comme pour le local, on a évacué le réel par la porte,

il revient par la fenêtre du confinement.

Macron a dit, sans que l'on sache vraiment à quoi il pensait : « *Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour* ». Que voudrait donc dire selon vous « *tirer les leçons du moment que nous traversons* » ?

Eh bien, cela veut dire : faire demi-tour. Remettre à l'endroit tout ce qui est à l'envers. Sortir des impasses où les élites nous ont engagés depuis Mai 68. La première leçon est économique, c'est de revenir à une économie productive de proximité. D'engager le grand rapatriement de nos forces vives. Revenir à l'économie réelle. Ce qui veut dire : gager l'argent qui circule sur le réel. Et le faire avant que l'euro ne s'effondre – le prochain virus. Recréer une industrie nationale, recréer une agriculture française qui ne violente pas la nature, déconnectée de l'agro-chimie. Ou encore fabriquer chez nous nos médicaments et les pièces détachées de nos productions stratégiques. C'est à dire rétablir la libre protection de nos *intérêts vitaux*.

La deuxième leçon est constitutionnelle, c'est de rétablir nos frontières dont les bonnes âmes découvrent aujourd'hui qu'elles sont des filtres protecteurs et pacifiques.

La troisième leçon est écologique. Il faut rétablir dans nos échanges et nos productions le primat du circuit court. Revenir au bidon de lait qu'on va chercher à la ferme d'à côté. Produire français en France.

La quatrième leçon est juridique. On ne peut plus accepter la supériorité d'un simple règlement de Bruxelles sur notre constitution elle-même. On ne peut plus accepter non plus qu'au nom d'un soi-disant État de droit, le politiquement correct, tout au feu ardent de ses brandons de haine, cherche à terroriser les expressions libres, impose la pensée conforme et envoie toutes les semaines Zemmour chez le juge d'instruction.

Je pense qu'à la suite du Brexit, hier, et du coronavirus, aujourd'hui, l'institution bruxelloise est morte. Elle est comme un canard sans tête qui continue à courir. Sans tête, et sans cervelle. L'OMC, l'OTAN, tout cela, c'est fini. Le « Nouveau Monde », c'est l'ancien temps. La grande question qui est à l'ordre du jour, c'est de faire autre chose, c'est-à-dire un *concert des nations*. Dans un concert, on ne cherche pas tous emboucher la même trompette, mais à mettre en harmonie nos sonorités instrumentales, à raison même de leurs singularités. Il y a juste une dispute pour occuper la place du premier violon : acceptons-en l'augure. Il faut donc mettre à l'ordre du jour le Frexit. Cesser d'être toujours à courir après l'histoire qui se fait sans nous.



Il y a plus de chances de voir arriver les masques dans les hôpitaux que de voir émerger la « souveraineté européenne ». Une souveraineté sans peuple, c'est comme l'amour à distance, de la branlette.

On voit bien avec le coronavirus que le rêve de Bruxelles s'est transformé en cauchemar, il s'est désintégré parce qu'il était tramé dans un tissu de mensonges. Le mondialisme et l'eurocéisme nous ont rendu malades. À la pandémie sanitaire s'ajoute la pandémie économique, je ne suis pas sûr que le tissu conjonctif de la France industrielle s'en relève un jour. On compare les morts, comme à Eylau, après coup. Prenons garde. Dans l'affaire du coronavirus, vous avez pu remarquer que la France et l'Europe ont suivi le virus, avec une sorte d'esthétique du temps de retard. Nous sommes aujourd'hui dans un demi-confinement, en retard sur l'Italie et l'Espagne. On suit les autres pays. J'ai peur que ce soit pareil pour la question européenne. Bientôt, la France sera la seule à y croire encore. L'Europe charnelle du groupe de Visegrad n'y croit plus. L'Italie s'en moque. L'Angleterre est partie. L'Otan se traîne. Erdogan nous fait des

pieds de nez et demande de rabouler le pognon pour nous protéger. Merkel est en assistance respiratoire. Et voilà qu'Emmanuel Macron nous parle, en plein coronavirus, de la nécessité d'une « souveraineté européenne » ... Il y a plus de chances de voir arriver les masques dans les hôpitaux que de voir émerger la « souveraineté européenne ». Une souveraineté sans peuple, c'est comme l'amour à distance, de la branlette. Il ne faut plus prendre ce concept comme une simple erreur. Avec le coronavirus, c'est désormais une plaisanterie. C'est de l'humour anglais.

Agnès Buzyn a dit dans *Le Monde* : « *Quand j'ai quitté le ministère, je pleurais parce que je savais que la vague du tsunami était devant nous. Je suis partie en sachant que les élections n'auraient pas lieu* ». C'était il y a un mois...

Voilà une ministre de la Santé qui quitte son ministère en plein drame pour convoiter un fauteuil de maire de Paris. Ah ! le « *Nouveau Monde* » ! C'est misérable. Je pense qu'il faudra constater le jour venu, de manière rétrospective, la faillite du soi-disant « Conseil scientifique ». Son président vient de déclarer qu'il avait minimisé le fléau à venir, qu'il n'y croyait pas encore fin janvier. On a donc perdu deux mois. Incroyable ! Le statistiquement correct et le scientifiquement correct sont à la biologie et à la santé ou l'immigration ce que le politiquement correct est à la pensée : un mensonge officiel. Soit les autorités sanitaires ne savaient pas que le coronavirus allait débarquer chez nous, mais moi je le savais par mes amis russes, chinois et américains, or je ne suis pas dans l'appareil d'État. Ces amis, virologues, nous prévenaient : « *Vous êtes fous. De ne rien faire. De ne pas fermer vos aéroports.* » Tout le monde le savait. Les autorités sanitaires le savaient. Soit, deuxième hypothèse, les gens qui nous gouvernent le savaient mais n'ont rien voulu dire et rien voulu faire, mais alors la question est encore plus grave. Pourquoi cette inertie ? Si on avait pris à temps l'épidémie, par exemple en rétablissant nos frontières immédiatement, on aurait cerné, affronté la pandémie et préservé beaucoup de vies humaines.

Le gouvernement a choisi de maintenir les élections municipales.

Que vous inspire cette décision ?

Cette affaire des élections municipales condamne la classe politique tout entière puisqu'à ma connaissance, il y a eu des réunions entre le gouvernement et l'opposition, qui se sont accordés pour réclamer, *quoi qu'il en coûte*, la tenue des élections municipales. Encore jeudi dernier, je me souviens avoir entendu un sénateur vendéen pérorer dans les fièvres des petites ambitions d'histricule, en demandant au Premier ministre que « la démocratie ne soit pas mise en quarantaine ». C'est à chacun de faire son examen de conscience. La classe politique – on nous parle d'un consensus – a voulu maintenir les élections parce qu'elle est déconnectée du réel et qu'elle ne se soumet qu'à ses intérêts et ses préoccupations. Ce qui est grave dans toute cette affaire, c'est que les autorités sanitaires et politiques ont envoyé trois messages parfaitement incohérents, provoquant ainsi la légèreté des conduites individuelles.



Le maintien du premier tour et l'annulation du deuxième signent devant le peuple - qui l'a bien compris - la carence, l'impréparation, le tropisme mortifère de notre classe politique qui préfère la préservation du système politique à la protection du système de santé.

Le premier était le suivant : ce n'est pas si grave puisque l'on maintient les élections municipales, elles ne sont donc pas un foyer de contagion. Mais alors, marcher dans les parcs non plus. Si on les maintient, c'est que la contamination n'est pas si dangereuse que cela ! Comment a-t-on pu en 24 heures, fermer les restaurants et ouvrir les salles de vote où la promiscuité civique est un risque supérieur à n'importe quelle promenade ? Le maintien du premier tour et l'annulation du deuxième signent devant le

peuple - qui l'a bien compris - la carence, l'impréparation, le tropisme mortifère de notre classe politique qui préfère la préservation du système politique à la protection du système de santé.

Le deuxième message est tout aussi incohérent. Pendant des semaines, on nous a rassurés : c'est une gripounette, d'ailleurs 98 % des gens qui l'attrapent en sortent indemnes. Mais alors, pourquoi tout ce foin ? Pourquoi tous ces confinements ? Du coup, beaucoup de gens se sont dit : s'ils maintiennent les élections municipales malgré le virus, et s'ils considèrent qu'il y aura très peu de victimes, ils font du bruit pour rien, c'est pour nous cacher autre chose, c'est une diversion. Voilà ce que j'ai entendu pendant des semaines. Et tout à coup, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur morigènent les Français et leur reprochent d'avoir pris leurs aises la veille du scrutin en allant flâner sur les quais ou cueillir des jonquilles au rebord des fossés...

Enfin, le dernier message, c'est de mettre la France en confinement et de garder le métro en circulation. Selon les virologues, qui le disent à voix basse, le métro est un vecteur viral dix fois supérieur en termes de contamination à tous les autres foyers de fermentation. C'est, selon les virologues, le « premier bouillon de culture ». Une fois de plus, on demande à certains Français, notamment ceux de la province, d'accueillir les Parisiens et de payer le prix fort avec le confinement, mais le métro, vache sacrée du nouveau monde, continue à rouler. C'est un scandale sanitaire avant d'être un scandale moral. On nous dit : « C'est pour les infirmières ». Réponse : il faut réquisitionner les taxis pour les infirmières, ne serait-ce que pour confiner leur transport et préserver leur santé.

Depuis le week-end dernier, les catholiques ne peuvent plus assister à la messe. Qu'avez-vous pensé de la décision de fermer les portes des églises ?

C'est une rupture allégorique de civilisation et aussi un renversement symbolique de tous les paradigmes de la chrétienté millénaire. Jadis, quand il y avait un grand malheur dans la cité, jusqu'à Paul Reynaud en 1940 qui alla à pied réclamer un miracle à Notre-Dame, on se précipitait dans les

églises. Les curés se promenaient avec le Saint Sacrement, aspergeaient les rues et les malades, les appels à la prière étaient partout. Saint Louis, à Royaumont, apportait lui-même à manger au frère Liger, qui était un lépreux décharné et sur le visage duquel voyageaient toutes les répugnances de la nature. C'était peut-être excessif mais c'était beau. C'était enté sur l'idée que la vie est un mystère qui nous est confié en dépôt. La religion était centrale. Elle est périphérique. Aujourd'hui, les communiqués épiscopaux ont revêtu à leur tour la phraséologie du commun : « *La Santé est le premier de nos biens communs* ». Il y a même des évêques qui viennent d'interdire aux personnes âgées de plus de 70 ans de participer aux enterrements. On enterre à la pelle, plus au goupillon. Et Lourdes ferme ses portes. Il n'y a plus de miracle. On ferme la grotte, on éteint les cierges. On confine Bernadette. Renversement de perspective qui ne sera pas sans conséquence. Foin de la piété populaire et des cierges de supplication. Quand on entend les appels à de nouvelles vocations, je me dis par-devers moi : une Église qui ferme ses églises ne peut susciter qu'une sorte de vocation : la vocation de serrurier.